

ÉVOLUTION ET FONCTIONNEMENT ÉCONOMIQUES DANS LA DÉMOCRATIE AVANCÉE, COMME PHASE DE TRANSITION RÉVOLUTIONNAIRE AU SOCIALISME

QUELQUES PROBLÈMES ET HYPOTHÈSES

paul boccara

Dans l'article précédent — formant la deuxième partie de l'étude — ont été rappelés certains caractères essentiels d'un programme permettant d'instaurer une démocratie économique et politique ouvrant la voie au socialisme.

Cette démocratie, tout en rompant avec le capitalisme monopoliste d'Etat et en fournissant l'issue immédiate véritable de sa crise, se distingue du socialisme, en direction duquel elle constitue une phase de transition.

Dans cette troisième partie, il s'agit de considérer le fonctionnement et l'évolution de l'économie, une fois instaurée cette démocratie avancée.

Tout en s'attachant à dégager la spécificité des conditions de la démocratie avancée par rapport au stade socialiste de l'économie et à sérier les questions historiques successives, l'étude indique aussi dans quelles conditions originales nationales et internationales, cette démocratie peut ouvrir la voie à un socialisme développé, un socialisme auquel se posent déjà les problèmes de l'édification du communisme.

Les questions de la régulation économique de la démocratie avancée, de la régulation du socialisme (jusqu'au socialisme développé) et de celle du communisme, sont abordées à partir de l'analyse scientifique et de la régulation du capitalisme lui-même. Cette analyse est exprimée par la théorie marxiste de la suraccumulation-dévalorisation du capital examinée dans la première partie de l'étude.

Certaines remarques et plusieurs hypothèses de travail avancées ici sont encore en discussion.

1. Voir les numéros 202 (mai 1971), et 204-205 (juillet-août 1971) d'*Economie et Politique*.

1° De la théorie de la régulation capitaliste essentiellement aveugle au passage révolutionnaire à la régulation consciente de l'économie.

a) La suraccumulation - dévalorisation du capital et la régulation du capitalisme.

La théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital, pointe extrême du **Capital** de Marx, a une portée qui dépasse l'analyse du capitalisme de plusieurs façons.

Tout d'abord, elle attire l'attention sur le problème fondamental de la régulation économique des divers modes de production historiques. Elle permet, plus particulièrement de préciser les conditions de la régulation d'un mode de production développant au maximum les contradictions de la forme marchande d'économie, comme le capitalisme. Son développement concerne, enfin, les antagonismes de la régulation capitaliste jusqu'à la crise du C.M.E. et à la compétition avec le socialisme développé, au début de la révolution scientifique, c'est-à-dire au début de la révolution technique d'ensemble permettant et exigeant le passage au communisme. Elle peut contribuer ainsi à la théorisation de la régulation du mode collectiviste de production et des phases de transition révolutionnaire vers ce mode à partir du capitalisme.

La théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital permet d'analyser la régulation spontanée, opérant à la façon de celle d'un organisme naturel, biologique, du capitalisme. Elle montre comment sur la base des rapports de production, de circulation, de répartition et de consommation capitalistes, c'est-à-dire de la structure économique de la société capitaliste (1), s'effectue cette régulation. La régulation concerne l'incitation au progrès des forces productives matérielles (et de la productivité du travail), ainsi que la lutte contre les obstacles à ce progrès. Elle concerne aussi le rétablissement de la cohérence normale du système, après le développement des discordances et le dérèglement formel que ce progrès engendre nécessairement. Ce rétablissement s'effectue à travers les crises et les transformations qu'elles provoquent, y compris les transformations structurelles de l'organisme économique allant jusqu'à mettre en cause l'existence du capitalisme lui-même.

L'analyse marxiste de la régulation dans les formes marchandes d'économie, caractérisée par les rapports entre les hommes prenant la forme de rapports entre leurs **produits matériels**, attire l'attention sur la contradiction interne essentielle du produit marchand, entre valeur et valeur d'usage. Ainsi, le progrès de la productivité du travail et des forces productives en général provoque le développement de l'opposition entre valeur et

1. Contrairement aux simplifications dogmatiques abusives, le **Capital** de Marx distingue plusieurs types de rapports sociaux économiques : les rapports de production (au sens strict ou immédiats) les rapports de circulation, de répartition et de consommation, à travers lesquels s'effectue la reproduction capitaliste. Voir notamment à ce sujet l'avant-dernier chapitre du **Capital**, le chapitre L1 intitulé « Rapports de distribution et rapports de production ». Il témoigne formellement du progrès du **Capital** par rapport à la préface de la **Contribution à la critique de l'Economie politique** et il incite à faire encore des distinctions essentielles à l'intérieur des 4 types de rapports économiques. Sur ces 4 types de rapports économiques et la dialectique de la structure capitaliste (caractérisée essentiellement par les rapports de production proprement dits) en liaison avec le progrès des forces productives matérielles et la détermination des stades et phases du capitalisme jusqu'au capitalisme monopoliste d'Etat voir une première analyse dans mon article de 1961 sur le « Développement du **Capital** » (**Economie et Politique**, mars avril-mai 1961).

valeur d'usage de la marchandise. Par exemple, certains producteurs marchands peuvent produire avec moins de travail, la même valeur d'usage que d'autres, ou encore produire une valeur d'usage considérée socialement comme supérieure avec la même quantité de travail. L'incitation au progrès se fait par le jeu aveugle du marché et des prix avec le transfert du travail social au bénéfice des productions supérieures, grâce à la différence entre valeur et valeur d'échange (cette dernière exprimée en monnaie interchangeable par le prix) des produits. Le dérèglement et le rétablissement de la cohérence interviennent dans le même cadre. Ainsi, avec la nécessité du débouché de la production matérielle nouvelle et la possibilité de surproduction, s'établissent de nouvelles valeurs et valeurs d'échange accompagnées éventuellement de transformations sociales plus ou moins profondes, comme celles liées à la conquête de nouvelles sphères par la production marchande ou à la ruine des producteurs marchands désavantagés.

La théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital précise l'analyse marxiste de la régulation de l'économie marchande capitaliste par les prix de production. Les prix de production sont fixés, normalement, par l'addition au coût monétaire du produit d'un profit déterminé par le rapport, exprimé en monnaie, de la plus-value totale au capital avancé total, déduction faite des comptes doubles de la plus-value. Avec le rôle tendanciellement croissant du capital constant dans l'élévation de la productivité capitaliste du travail, les différences de composition organique du capital s'accroissent entre les branches de production. La régulation des prix par l'intermédiaire du taux de profit général lié en dernière instance au taux moyen, permet la croissance de l'accumulation du capital constant, plus ou moins importante suivant les branches, conditionnant l'élévation de la productivité et donc la croissance de la plus-value relative.

En effet, indépendamment de la masse de plus-value produite dans une entreprise, en fonction de son capital variable, le capitaliste peut réclamer une part de la plus-value sociale proportionnée à la valeur de son capital avancé total (capital constant et capital variable). Mais aussi, les prix de production s'établissent par le moyen du système monétaire et de crédit capitaliste, cela explique la poursuite de l'accumulation du capital constant quand la hausse en valeur de la plus-value ne peut plus croître proportionnellement (ou plus que proportionnellement) à l'élévation de la composition organique du capital social total. Dans ces conditions, le gonflement inflationniste des prix (au-delà des rapports en valeur) par le profit de plus en plus nominal engendre la crise de surproduction et la tendance normale à la baisse du prix, par l'intermédiaire de l'insuffisance de la demande des moyens de consommation. Cette demande, réduite

fondamentalement par la baisse du capital variable (salaires) par rapport au capital constant, ne peut suivre le gonflement inflationniste de la production.

De cette façon anarchique, le prix de production peut correspondre aux indications du marché concernant le progrès de la productivité sociale (abaissant les valeurs) et aussi la substitution sociale entre les valeurs d'usage par la création des produits nouveaux et le développement de nouveaux besoins dans le cadre des rapports capitalistes. Le capital constant accumulé peut correspondre aux exigences du progrès de la productivité et plus largement des forces productives, dans le cadre de la structure capitaliste, au moyen notamment de la dévalorisation du capital imposée par la concurrence sur le marché.

Bien sûr, les indications du marché s'expriment dans le cadre antagonique des rapports de consommation et de répartition capitalistes, fondés sur l'exploitation du travail salarié, dictant les modifications de la répartition du travail social entre les branches. Ensuite, cette régulation s'effectue à travers les fluctuations économiques et les difficultés sociales de la conjoncture, marquées par les crises de surproduction et de chômage et même les longues phases de tendance dépressive dominante avec la tendance corrélative au chômage durable et massif ainsi qu'à la ruine de nombre d'entreprises. Le mécanisme de régulation naturelle, surgissant du grand nombre d'actions individuelles dans les conditions structurelles données, s'impose à la façon d'une fatalité sociale aveugle.

Enfin, le progrès des forces productives, leur caractère collectif accru, entrent en contradiction plus ou moins grave avec la structure capitaliste. D'où les dévalorisations structurelles du capital (1). Mais celles-ci permettent la reprise du développement de la production matérielle, de l'accumulation de moyens de production et de l'augmentation du travail productif. Les dévalorisations structurelles de capital autorisent ainsi l'accumulation nouvelle et la mise en valeur du capital comme but déterminant de l'économie. Ce but déterminant s'oppose de nouveau et malgré toutes les dévalorisations au développement de la consommation, des capacités et du temps libre des travailleurs. Cette opposition essentielle demeure tant que la structure capitaliste continue à dominer, comme c'est le cas dans tous les moments du capitalisme monopoliste d'Etat. Toutefois, avec l'altération relative de la structure capitaliste par ces dévalorisations structurelles, la régulation spontanée du capitalisme, tout en restant toujours aveugle pour l'essentiel, peut connaître certaines modifications significatives.

1. Nous avons rappelé, dans la première partie de l'étude, la définition de la dévaluation structurelle de capital. La réduction de mise en valeur du capital (profit réduit, nul ou négatif) n'y intervient pas de façon singulière, comme au cours de la crise de surproduction conjoncturelle, mais de façon permanente grâce à une transformation structurelle, comme dans le cas du profit non réclamé par un capital public par exemple favorisant le relèvement du profit du capital privé dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat.

b) *La régulation et les stades du capitalisme. Le socialisme, stade premier du collectivisme.*

A la régulation capitaliste par l'intermédiaire des prix de production correspond le mieux le stade **classique** du capitalisme, issu de la révolution industrielle du XVIII^e siècle et aussi des révolutions démocratiques bourgeoises du XVII^e siècle en Angleterre et du XVIII^e siècle en France.

Dans le capitalisme manufacturier (du milieu du XVI^e siècle au milieu ou à la fin du XVIII^e siècle en Europe Occidentale), les forces productives matérielles ne correspondent pas encore pleinement au mode de production capitaliste, bien qu'elles aient exigé le passage au capitalisme. Nous avons un stade primitif du capitalisme, stade de transition à partir des survivances du féodalisme ou de l'économie seigneuriale. Dans ce stade, on assiste à la contradiction des survivances importantes de la régulation économique de type « féodal » et du rôle de plus en plus dominant de la régulation de type capitaliste, jusqu'à son triomphe complet avec le passage au stade classique pleinement concurrentiel. Ce dernier stade est caractérisé notamment, par le règne le plus absolu possible du taux général de profit correspondant au taux moyen (1). Les survivances de la régulation de type seigneurial dans le stade capitaliste primitif se manifestent tout particulièrement par la façon dont la production agricole bute sur l'insuffisance du rendement et de la production en face de la croissance de la population, avec le rôle des famines et des mortalités. Au contraire, la surproduction capitaliste des moyens de production, en répondant finalement à l'insuffisance des rendements (2), engendre la surproduction générale des marchandises et le chômage qui interviennent déjà néanmoins, dans les villes surtout.

Certes, la régulation capitaliste par la surproduction et le chômage est, elle aussi, une régulation par crises anarchiques, ni conscientes ni dominées, par rupture d'évolution imposée comme par une fatalité extérieure et par catastrophes consécutives plus ou moins importantes. Mais la famine-mortalité est plus proche de la régulation de la croissance des organismes biologiques. La crise de surproduction capitaliste correspond à une catastrophe naturelle bien plus « sociale », elle est plus directement en liaison avec les interventions concernant le progrès de la productivité et les transformations de structure. Elle annonce la possibilité ultérieure d'une domination consciente et harmonisée des contraintes naturelles et des bouleversements nécessaires du développement social. Dans le stade primitif, non seulement la régulation capitaliste intervient déjà, mais elle pousse au développement du capitalisme lui-même, au détriment des sphères non capitalistes, éliminant les petits producteurs

1. Le taux général est un taux-guide de la pratique. Le taux moyen qui le fonde correspond à une moyenne abstraite.

2. En effet, aux difficultés du taux de profit résultant de la difficulté des rendements répond l'effort d'élévation de la productivité par l'augmentation de la composition organique du capital qui déclenche la suraccumulation.

plus ou moins marchands, transformant les travailleurs en prolétaires et leurs moyens de production en capital constant.

Avec le passage à l'impérialisme, la mondialisation du mode de production capitaliste peut s'achever. Mais déjà, la dévalorisation structurelle du capital révèle la barrière de l'accumulation capitaliste au développement des capacités des hommes, dans les économies dominantes comme au plan universel, en dépit de la réponse des formes monopolistes et du capital financier à l'expansion non seulement de moyens de production matériels beaucoup plus collectifs mais aussi de la science pour les besoins de la production. Avec la crise du capitalisme monopoliste simple et le passage au C.M.E., le capital monopoliste lui-même s'est révélé être la barrière, comme le montre le développement nécessaire d'un secteur public financier et industriel, ainsi que le rôle décisif du financement de type public, des infrastructures matérielles collectives de la production ainsi que de la recherche et d'une éducation de masse. Cependant cette transformation ne fait qu'élaborer les antagonismes internes et externes de l'impérialisme. Ce que confirme, d'ailleurs, les débuts du passage au socialisme.

Le socialisme représente le stade primitif du nouveau mode de production collectiviste, fondé sur la propriété collective des moyens de production. Comme le souligne Marx, dans sa critique du projet de Programme pour le Congrès d'unité de Gotha du Parti Ouvrier allemand de 1875, après la révolution socialiste, il s'agit tout d'abord, d'un stade de « transition » entre la société capitaliste et la société communiste » (Marx et Engels, **Critique des Programmes de Gotha et d'Erfurt**, Editions Sociales, 1950, p. 34). On a affaire, prévoit-il, à « une société communiste, non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ; une société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue » (*Ibidem*, p. 23) (1).

Avec le socialisme, on entre dans le mode de production collectiviste, en raison de la propriété collective des principaux moyens de production, permise par le niveau des forces productives et par la maturation des antagonismes capitalistes. Ces derniers expliquent, par ailleurs, le passage au C.M.E. « anti-chambre » du socialisme selon l'expression léniniste. Mais aussi, les survivances du capitalisme marquent encore profondément le stade du socialisme, surtout à ses débuts. Ainsi, la répartition des produits s'y fait selon le principe de la quantité et la qualité du travail, ce qui constitue un immense progrès par rapport à la répartition entre capitalistes et prolétaires, mais non par rapport à son essence marchande. La répartition des pro-

1. Et soulignant les survivances nécessaires des principes du droit bourgeois, Marx affirme : « Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et le degré de civilisation qui y correspond » (*Ibidem*, p. 25).

duits ne se fait pas encore selon les besoins des individus, « dans cet ordre social (appelé ordinairement socialisme et que Marx nomme la première phase de la société communiste » (1).

Le retard relatif des forces productives et des rapports sociaux dans les pays où est concrètement intervenue la révolution socialiste, en liaison d'ailleurs avec une émancipation nationale vis-à-vis des Etats impérialistes dominants, ne fait qu'accentuer le caractère de transition, propre au stade socialiste dans son essence même. On comprend inversement que les sociétés capitalistes les plus développées et dominantes soient celles qui ont pu se payer le « luxe » de plus en plus coûteux du maintien du système le moins progressif dans son essence, en raison de leur avance et aussi des tributs prélevés du fait de leur domination, en même temps qu'elles ont été les plus capables de résister à la révolution et de pousser le système condamné par le progrès des forces productives jusqu'à ses possibilités ultimes.

Cependant, même le niveau des forces productives les plus avancées n'aurait permis alors, pour toute une période, que le stade de transition socialiste, transition nécessitée aussi d'ailleurs par le processus de bouleversement de l'ancienne société. La survie des sociétés capitalistes elles-mêmes correspond aux possibilités ultimes d'altération de la structure capitaliste par le capitalisme monopoliste d'Etat, sur la base des forces productives matérielles antérieures à la révolution technologique d'ensemble de l'automation et à la révolution scientifique qu'elle rend possible (2). Toutefois, la supériorité des rapports de production socialistes se manifeste déjà, malgré l'arriération de départ des pays qui connaissent la révolution socialiste, avec leur croissance rapide. Cette supériorité oblige précisément le capitalisme à pousser jusqu'au bout son évolution, avec le développement du C.M.E. et les débuts de la révolution technologique conduisant à la crise du C.M.E. lui-même.

c) Conditions originales de la marche au socialisme à travers l'étape de la démocratie avancée dans notre pays.

La crise du C.M.E. qui a commencé, montre que les fondements objectifs de la survivance du système capitaliste sont directement mis en cause aujourd'hui. En même temps, les pays socialistes les plus avancés, comme l'Union Soviétique, atteignent un niveau de développement tel qu'ils peuvent, en dépit de toutes les difficultés, commencer à utiliser les possibilités de la révolution « technique et scientifique » pour s'engager dans la voie de l'édification du communisme, stade classique de la société collectiviste développée à partir de ses propres bases. Ce faisant, ils s'engagent, à partir de leurs rapports de production immédiats fondés sur la propriété collective des moyens de production, dans la voie de la transformation profonde de leurs rapports de circulation, de répartition et de consommation,

1. Lénine, **L'Etat et la révolution**. Lénine souligne encore : « Ainsi, dans la première phase de la société communiste (que l'on appelle ordinairement socialisme) le « droit bourgeois » est aboli non pas complètement, mais en partie, dans la mesure seulement où la révolution économique a été faite, c'est-à-dire en ce qui concerne seulement les moyens de production. Le « droit bourgeois » en reconnaît la propriété privée aux individus. Le socialisme en fait une propriété commune. C'est dans cette mesure seulement, que le « droit bourgeois » se trouve aboli.

Il subsiste cependant dans son autre partie en qualité de régulateur (facteur déterminant) de la répartition des produits et de la répartition du travail entre les membres de la société »... « Cela n'est pas encore le communisme, et cela n'élimine pas encore le « droit bourgeois »... (Lénine, commentant le passage évoqué plus haut de la critique du Programme de Gotha de Marx, dans **L'Etat et la Révolution**, 1917, « Œuvres choisies » en 2 vol. t. II, première partie, pp. 277 et 279).

2. Ce n'est pas par hasard si, caractérisant la phase supérieure de la société communiste dans sa critique du Programme de Gotha, Marx y évoque la disparition de l'« opposition entre travail intellectuel et travail manuel » et le fait qu'« avec le développement multiple des individus » les forces productives s'accroîtront également (**Ouvrage cité**, p. 25).

en interaction avec la transformation des rapports de production immédiats eux-mêmes (1), ainsi qu'avec celle des superstructures.

La voie objective de la marche révolutionnaire au mode de production collectiviste d'un pays capitaliste très mûr comme la France actuelle (2), ne se caractérise pas par le retard vis-à-vis des rapports de production immédiats (dans leur essence, exprimée par les rapports de propriété des moyens de production), des forces productives et même des autres rapports sociaux économiques. C'est même, d'un certain point de vue, l'inverse, le retard des rapports de production immédiats (dans leur essence caractérisée par la propriété privée des moyens de production, sous la forme de la domination du capital monopoliste) sur les forces productives et même sur les autres rapports économiques, qui est caractéristique de notre pays. Ce retard se manifeste par les antagonismes de la crise du C.M.E.

De plus, la révolution socialiste s'effectuera en France dans des conditions internationales caractérisées non seulement par la crise du C.M.E. à l'échelle du monde capitaliste, mais encore par l'édification du communisme dans les pays socialistes les plus développés. De plus en plus, l'évolution mondiale sera marquée par les problèmes du passage des pays socialistes au communisme (3). C'est pourquoi, on peut avancer la thèse selon laquelle le passage au socialisme en France posera en même temps, certains des problèmes correspondant à l'édification du communisme (4).

Cette situation objective originale de notre pays est exprimée et renforcée par les conditions particulières de la phase de transition révolutionnaire au socialisme qu'est la démocratie avancée. Celle-ci préparera, sur tous les plans, le passage révolutionnaire à la société future, s'écartant de la société bourgeoise la plus mûre, non pas seulement par sa négation mais en niant cette négation simple par un véritable dépassement sur toute la ligne, dans toutes les sphères de la vie sociale.

La pression intérieure et extérieure des luttes de classe et des efforts contre-révolutionnaires des capitalistes — dans cette phase de la démocratie politique et économique nouvelle, et aussi après le passage révolutionnaire mais, par hypothèse, pacifique au socialisme — sera différente de la pression qui a pu s'exercer dans des conditions de transformation révolutionnaire sur la base d'une rupture très brutale et armée, de type insurrectionnel. Certes, les forces ouvrières et démocratiques seront aidées par l'aggravation de la crise du C.M.E. dans le monde capitaliste et par les progrès des pays socialistes. Néanmoins, les conditions politiques du passage pacifique tout en favorisant la révolution socialiste dans notre pays capitaliste très mûr, nécessiteront aussi des progrès décisifs, très nets non

1. Les rapports de production immédiats ne se réduisent pas aux seuls rapports sociaux de propriété des moyens de production. Nous avons déjà suggéré, dans l'étude de 1961 citée plus haut, des distinctions essentielles à l'intérieur même des différents types de rapports économiques d'un mode de production, d'après le cas du capitalisme et à la lumière du *Capital* de Marx.

2. Avec la prédominance écrasante de l'industrie sur l'agriculture, la salarisation massive et croissante de tous les travaux, le développement considérable du travail intellectuel, les débuts de la révolution technique de l'automation et de la révolution scientifique qu'elle permet, l'intervention publique complexe dans le cadre du C.M.E. et de sa crise commençante, etc.

3. Le caractère collectif croissant des forces productives nécessitant le caractère collectif de la propriété des moyens de production concerne non seulement la socialisation représentée par les moyens matériels fixes collectifs et le rôle grandissant de la science, mais aussi celle représentée par la tendance à l'internationalisation de la vie économique. Un des problèmes centraux du passage au communisme concerne l'universalisation des rapports économiques et la nécessité de l'émancipation des inégalités à l'échelle mondiale, concernant tout spécialement les relations avec les pays actuellement dits sous-développés. Ce problème n'est pas considéré directement dans cette troisième partie de l'étude.

4. Déjà le capitalisme n'avait pu triompher à l'échelle mondiale qu'à l'époque de son stade classique.

seulement par rapport à la situation antérieure du pays révolutionné lui-même, mais par rapport aux autres pays capitalistes très mûrs, et s'effectuant en relation avec les progrès des pays collectivistes existants : d'où, encore une fois, la position de questions qui déjà touchent à l'édification du communisme.

Plus particulièrement dans le domaine de la planification et de la gestion économiques, les problèmes de la régulation non seulement dirigée mais pleinement consciente, scientifique et démocratique, qui sont au fond ceux qui se posent aux pays développant le socialisme pour édifier le communisme, commenceront sans doute à se poser d'une certaine façon dans la démocratie avancée. D'où l'importance de leur étude présente à partir des conditions originales de notre pays et des problèmes concrets du fonctionnement de la démocratie avancée, une fois celle-ci instaurée, déjà posés devant les masses, et à partir de la réflexion de l'expérience historique universelle. Cette réflexion concerne en particulier les lois objectives de la régulation du mode de production capitaliste et de l'approfondissement de ses antagonismes, élaborées scientifiquement par la théorie marxiste et développées à la lumière de la crise du C.M.E. D'où aussi, l'importance pratique, politique, directe désormais, des problèmes concernant les divers pays socialistes existants et de l'étude des leçons de leur expérience présente et à venir positive et négatives, ainsi que des recherches d'avant-garde qui peuvent y être menées.

2° Aperçu des conditions du problème de la régulation économique de la démocratie avancée comme phase de transition révolutionnaire.

a) Nature de la régulation économique après l'instauration de la démocratie avancée économique et politique.

Il s'agit ici de questions d'avenir tout particulièrement ouvertes. Il convient surtout d'attirer l'attention sur certaines façons de poser les questions de la régulation, ainsi que sur la nécessaire préparation à la maîtrise des problèmes économiques qui, tout en se posant déjà au cours du développement de la démocratie avancée, recourent, par certains aspects du moins, ceux auxquels sont déjà confrontées les sociétés socialistes.

Certes, au début de la démocratie avancée, ces problèmes seront d'une moindre importance qu'au cours de son évolution ultérieure. Non seulement les objectifs fixés et les moyens fondamentaux, mais l'utilisation même de ces moyens dans une première étape de la démocratie avancée, auront fait l'objet d'élaboration résultant de la critique pratique et théorique de la crise du C.M.E. dans les conditions concrètes de notre pays. Cette élaboration s'exprimera dans le programme commun des forces ouvrières et démocratiques. Elle a déjà fait l'objet de

nombreux travaux et discussions, comme ceux qui se traduisent dans le programme que propose dès à présent le Parti communiste.

Dans ce cadre et sur la base des conditions nouvelles permettant d'engager un processus de démocratisation économique et politique très profond, il sera possible dès le début d'utiliser de façon critique, en vue d'exprimer le nouveau contenu économique, les évaluations en prix existantes, certaines méthodes de calcul et certains types d'instruments financiers et comptables de la période antérieure concernant la gestion des entreprises, la planification nationale et la politique économique de l'Etat. Cette possibilité est renforcée par le fait que l'on reste, largement, en régime capitaliste, tout en commençant à s'en écarter sur toute la ligne, grâce au nouveau contenu de l'Etat et à la domination du secteur public nouvellement étendu.

Néanmoins, la question du dépassement des formes économiques antérieures pour exprimer le nouveau contenu social et les modalités de la régulation démocratique de l'économie se posera dès le départ. Cette question prendra de plus en plus d'importance, pour devenir tout à fait décisive avec le passage révolutionnaire au socialisme sur la base de la propriété collective de tous les moyens importants de production.

Il s'agit ici uniquement d'évoquer certaines questions et hypothèses de travail sujettes à révision. Ces questions et hypothèses se limitent au niveau de la théorie économique, en ne considérant ni les applications techniques, ni les luttes politiques corrélatives. Pour les exposer, nous envisagerons, de manière extrêmement sommaire, les conditions du problème puis quelques éléments de la solution.

Les objectifs et les moyens définis dans le programme de la démocratie avancée, à partir des aspirations des masses ainsi que des carences et des obstacles révélés par la crise du C.M.E., se rattachent sur le plan économique à la suppression de la dictature du profit et de l'accumulation monopolistes. Or, comme le montrent la théorie de la suraccumulation et de la dévalorisation du capital (expliquant l'évolution du capitalisme) ainsi que d'ailleurs l'expérience des pays socialistes développés, le taux de profit et l'accumulation du capital ne sont pas seulement le but déterminant de l'économie capitaliste opposant les intérêts des propriétaires du capital à ceux des travailleurs. Ils constituent en même temps, dans l'économie capitaliste, les instruments décisifs de la stimulation du progrès des forces productives et de la cohérence d'ensemble de l'économie, c'est-à-dire de la régulation économique. Cette régulation repose sur l'antagonisme social entre le travail passé accumulé par les capitalistes et le travail vivant de la classe ouvrière, des travailleurs exploités, éclatant périodiquement avec la suraccumulation du capital.

Bien plus, avec la suraccumulation relativement durable actuelle, la crise du C.M.E. et la révolution technique scientifique qui commence, cet antagonisme éclate au point de mettre en cause de façon décisive l'existence même de la régulation économique capitaliste. La nécessité grandit d'une intervention publique qui ne se fasse plus en vue du profit et de l'accumulation monopolistes, et qui permette un progrès technique fondé de plus en plus sur le développement des capacités de tous les travailleurs.

b) Contradiction générale de la démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme et nécessité d'une régulation de transition.

La démocratie avancée ouvre précisément la voie à des transformations révolutionnaires dans cette direction, en faisant prédominer le secteur public grâce à l'extension de la nationalisation anti-monopoliste et en portant au pouvoir les forces démocratiques et ouvrières.

Cependant, la régulation d'ensemble nouvelle et les formes économiques qui l'expriment sont caractérisées par la contradiction générale entre le secteur nationalisé ou public dominant et l'orientation démocratique de la politique économique, d'une part, la survivance d'un important secteur de production capitaliste privée et l'importance des relations extérieures avec le monde capitaliste, d'autre part.

Dans la mesure où le secteur capitaliste privé serait maintenu intégralement et même se renforcerait au lieu de connaître une réduction au cours du développement de la démocratie avancée, cette contradiction antagonique pourrait s'aggraver. Elle risque de se manifester alors par l'éclatement de difficultés économiques sérieuses ou du moins par des obstacles graves, par exemple au niveau des prix ou de la production et de l'emploi (1), pour ne pas considérer l'évasion des capitaux à l'étranger dont les mouvements extérieurs seraient, par hypothèse, contrôlés de façon suffisamment stricte, au niveau des entreprises comme par l'intermédiaire du système bancaire nationalisé. On peut, au contraire, imaginer un processus de réduction de la contradiction. En étant bien conscientes de l'antagonisme de classe subsistant, les forces ouvrières et démocratiques chercheraient à réduire systématiquement les obstacles économiques à la régulation démocratique nouvelle — obstacles pouvant être renforcés de l'extérieur — en allant, conformément aux exigences de la révolution technique nouvelle, en direction du socialisme. Cette réduction systématique pourrait s'opérer sur la base de l'extension des nationalisations dans tous les domaines de propriété du grand capital, de l'utilisation de formes de propriété coopé-

1. Pression inflationniste du taux de profit capitaliste ou alternativement refus de développer la production et l'emploi conformément aux indications du plan, etc.

rative dans d'autres domaines, débouchant sur le passage révolutionnaire au socialisme.

Toutefois, dès avant ce passage, la question se pose de la nature des **formes économiques** du mouvement de la contradiction et de sa réduction. La démocratie avancée consiste, en effet, à permettre le passage pacifique au socialisme décidé par la majorité de la nation, sans difficultés économiques et sociales graves qui pourraient être utilisées par les forces réactionnaires afin de retourner au capitalisme monopoliste d'Etat. D'ailleurs, la question du socialisme se poserait rapidement dans une démocratie politique et économique faisant suite au C.M.E. (1). Le développement de cette démocratie après son instauration, se poursuit par la marche au socialisme, sinon elle risque de reculer. D'ailleurs, le programme commun pour une nouvelle démocratie des partis démocratiques, des syndicats, de l'ensemble des forces démocratiques et ouvrières, devrait aussi comprendre l'entente sur les perspectives du socialisme à construire dans les conditions de notre pays, conformément à la volonté des travailleurs.

Néanmoins, au cours de la phase intermédiaire de type démocratique avancé, fondée sur la nationalisation des monopoles des secteurs-clefs, la restructuration de l'économie nationale à partir du secteur public dominant doit déjà permettre un développement économique tel qu'il puisse commencer à répondre aux besoins des différentes catégories de travailleurs, tout particulièrement des plus nombreux : de la classe ouvrière.

Certes, l'important secteur capitaliste privé subsistant dans les débuts de la démocratie avancée, même après la nationalisation des secteurs-clefs, sera encadré par la politique économique de l'Etat nouveau et par la planification démocratique. Cet encadrement, utilisant notamment les relations contractuelles s'appuiera sur les nationalisations ou entreprises publiques actuelles et leur extension aux secteurs-clefs, sur la nationalisation totale du secteur financier, sur le secteur public de consommation collective. Il s'appuiera aussi sur l'information et l'intervention organisées des masses à tous les niveaux, ceux de la localité, de la région, de l'entreprise, de la branche, etc. — par l'intermédiaire notamment d'organismes élus sous le contrôle incessant de leurs mandants — et tout particulièrement dans les entreprises de la production matérielle et des autres branches d'activité, par l'intermédiaire des syndicats, des comités d'entreprise, etc. Mais cet encadrement doit, à la fois, s'effectuer nécessairement à partir des intérêts capitalistes eux-mêmes et lutter nécessairement contre les exigences capitalistes, afin de faire prédominer les intérêts et exigences de la planification démocratique. On y retrouve donc la contradiction générale de la démocratie avancée, expression des contradictions capitalistes au cours de cette

1. Cf. Les thèses du XIX^e Congrès du P.C.F.

phase spécifique de transition révolutionnaire au collectivisme, ainsi que le problème des formes économiques de mouvement et de réduction de cette contradiction.

Il convient, dans ces conditions, de concevoir une régulation économique de transition, régulation consciente aux formes historiques spécifiques commençant à dépasser celles du capitalisme. Ces formes, tout en autorisant le mouvement de la contradiction générale de la démocratie avancée, doivent permettre de faire prédominer dès le départ les intérêts des travailleurs et aussi d'organiser les conditions du passage au socialisme très développé. Ce passage ne peut consister en une addition de réformes démocratiques successives. Il s'agit d'une rupture révolutionnaire, caractérisée essentiellement par la propriété collective de tous les moyens de production et par le pouvoir d'Etat exercé par la classe ouvrière et ses alliés fournissant les conditions d'une économie permettant graduellement l'épanouissement des capacités de tous les individus, question de plus en plus importante jusqu'à devenir absolument centrale sous le communisme.

Cependant, cette rupture se produirait dans les conditions de la démocratie avancée, correspondant aux exigences d'un pays capitaliste très mûr comme le nôtre. Une fois instaurée la démocratie avancée, la lutte de classe très dure, idéologique et politique, conduisant à la révolution socialiste, tout en reposant essentiellement sur l'intervention active des plus larges masses pour imposer le nouveau régime, ne prendrait pas les formes insurrectionnelles. Elle ne résulterait pas non plus d'une catastrophe économique nationale. Tout au contraire, la lutte révolutionnaire autour de la classe ouvrière s'appuyerait sur les résultats très positifs déjà acquis par la démocratie avancée, dans tous les domaines de la vie, de façon à isoler la bourgeoisie capitaliste et à exiger la suppression du capitalisme lui-même, obstacle au développement de ces résultats sociaux démocratiques conformément aux possibilités de la révolution scientifique. De telles conditions nécessitent une maîtrise du développement économique dès la démocratie avancée, posant le problème de la régulation nouvelle et de ses formes économiques durant la phase de transition.

c) La régulation du socialisme et le caractère de la régulation dans la démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme développé.

Comme nous l'avons déjà indiqué, il y a un certain rapport entre les problèmes de la régulation de la démocratie avancée, phase de transition au collectivisme, et les problèmes de la régulation du socialisme, stade premier du collectivisme. Le socialisme fait la transition entre le capitalisme et le communisme, mais

à l'intérieur du mode de production nouveau. Il est déjà caractérisé par la propriété collective des moyens de production et le contenu de classe prolétarien de l'Etat. Cependant, la régulation économique reste profondément marquée par les survivances du capitalisme, du droit économique bourgeois, comme le prévoyait Marx dans sa Critique du programme de Gotha et comme l'a confirmé l'expérience des pays socialistes existants (1).

Dans le stade socialiste, non seulement il n'est pas possible de supprimer les rapports marchands et monétaires, mais encore des catégories comme le taux d'intérêt ou même le taux de profit ne disparaissent pas purement et simplement. Cependant, au cours de ce stade, il s'agit objectivement de dépasser les formes marchandes et capitalistes, c'est-à-dire tout en supprimant les maux sociaux corrélatifs, d'aller au-delà de leurs aspects progressifs effectifs en répondant aux mêmes problèmes fondamentaux de régulation (stimulation du progrès et cohérence) par d'autres formes historiques supérieures, liées à la suppression de l'exploitation capitaliste. Il ne s'agit pas, objectivement, de nier simplement ces formes de façon plus ou moins dogmatique ou volontariste. Cette négation simple peut conduire à des régressions partielles et à une revanche des contraintes objectives ainsi qu'à l'excès inverse de la sous-estimation de la portée capitaliste des formes marchandes et des antagonismes sociaux qu'elles impliquent.

Certes, le dépassement véritable ou la négation simple sont eux-mêmes conditionnés par le niveau de développement général du capitalisme dans les pays qui connaissent la révolution socialiste. D'une façon générale, la survivance nécessaire des formes marchandes et capitalistes, malgré un contenu essentiellement nouveau, socialiste, se rattache au niveau de développement des rapports économiques de circulation, de répartition et de consommation, expression du caractère historique concret de transition des rapports de production immédiats socialistes.

Cependant, la supériorité historique du système socialiste se manifeste par la croissance accélérée, économique, culturelle, etc., et le rattrapage des pays capitalistes développés par les pays retardataires où s'est produite la révolution socialiste. Néanmoins, le retard spécifique du développement général de la situation sociale de départ — importance de la paysannerie, de la petite production, niveau culturel, faiblesse du développement démocratique dans les conditions bourgeoises, etc. — continue à se faire sentir longtemps, accentuant le caractère de transition du stade socialiste et rendant compte de ses difficultés. Malgré ce retard, le système socialiste a exercé une influence de plus en plus décisive dans l'évolution et le progrès mondial, non seulement sur le plan bien connu de la lutte contre le fascisme et pour la paix, ou sur le plan du soutien décisif des luttes de

1. Nous ne considérons pas ici les rapports précis de cette prévision et de cette expérience.

libération nationale dans les pays dominés par l'impérialisme, ou encore de la stimulation des idéaux et des luttes démocratiques et socialistes du mouvement ouvrier des pays capitalistes. Cette influence a aussi concerné la stimulation d'ensemble du développement économique social, technologique, des pays capitalistes les plus développés, contribuant de façon décisive à leur engagement sur la voie du C.M.E., avec le rôle nouveau de l'intervention publique puis les débuts de la révolution scientifique et de la crise du C.M.E. caractérisant actuellement le monde capitaliste.

Le C.M.E. est en crise du fait de l'antagonisme de ses rapports de production retardataires, fondés sur la propriété privée capitaliste où domine la propriété monopoliste, avec le progrès des forces productives marqué par les débuts de la révolution technique nouvelle ou révolution scientifique. Mais aussi ses rapports de circulation, de répartition et de consommation expriment, surtout dans les pays développés dominants (mais pas uniquement : voir l'importance du secteur public dans les pays dominés), un stade historique concret très mûr du capitalisme dans le cadre du C.M.E. Ils correspondent aux rapports de production immédiats historiques concrets ayant permis avec l'intervention systématique nouvelle du secteur public, les débuts de la révolution technique actuelle exigeant fondamentalement le communisme. Aussi, une fois la révolution socialiste accomplie dans les pays se rattachant au capitalisme monopoliste d'Etat, on peut compter sur une maturation très rapide de formes économiques avancées correspondant à celle des pays socialistes les plus développés, de sorte que la révolution y conduise très rapidement au socialisme développé et aux problèmes de l'édification du communisme.

Dans la phase de transition révolutionnaire de la démocratie avancée, correspondant aux conditions d'un pays capitaliste très développé comme la France, la nationalisation des monopoles des secteurs-clefs va en direction des rapports de production immédiats socialistes caractérisés par la propriété collective des grands moyens de production. Cependant, il y aurait toujours une avance des forces productives et des autres rapports économiques sur les rapports de production immédiats, avance renforcée par la nationalisation totale du secteur financier et par la planification démocratique, concernant surtout les rapports de circulation et de répartition.

Contrairement à ce qui se passe dans le C.M.E., dès la démocratie avancée, la logique d'ensemble de l'économie n'est déjà plus celle imposée par l'accumulation du capital privé et par le profit privé. Sans cela, on a affaire à une autre forme de C.M.E. plus ou moins « replâtré », et non à une véritable démocratie avancée, économique et politique. Celle-ci constitue une phase de tran-

sition révolutionnaire au socialisme. C'est pourquoi, une fois la démocratie avancée instaurée, des formes économiques de transition doivent prédominer à l'échelle nationale, correspondant à une régulation d'un type nouveau.

Si pour cette régulation de la démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme, l'expérience des pays socialistes existants est particulièrement stimulante, il convient de souligner l'importance de l'analyse de la crise du C.M.E. dont la démocratie avancée sera la solution immédiate. Ainsi la théorie de la suraccumulation et de la dévalorisation du capital permet de rendre compte de la crise du C.M.E. et de la façon dont les exigences nouvelles du développement des hommes au début de la révolution technique scientifique, du dépassement des rapports de production capitalistes dans leur essence même, se manifestent au niveau des formes économiques marchandes capitalistes. Elle peut donc être utilisée pour résoudre le problème de la détermination des formes économiques intermédiaires de la démocratie avancée, phase de transition révolutionnaire spécifique, et de l'épanouissement du contenu révolutionnaire de ces formes de transition avec le passage au socialisme très développé posant déjà les questions de l'édification du communisme.

Il ne s'agit pas des problèmes politiques de la lutte des classes sous la démocratie avancée, de leurs formes, de leurs conditions institutionnelles, etc. Il ne s'agit pas non plus des problèmes techniques de la planification, de la politique économique et de la gestion des entreprises, de leur lien avec la théorie scientifique marxiste (des formes économiques) et de leur popularisation démocratique, en liaison avec les luttes pour faire progresser la démocratie avancée conformément aux exigences des travailleurs. Il s'agit uniquement de considérer, de façon théorique, les formes économiques essentielles du fonctionnement elles-mêmes, faisant la liaison dans la théorie marxiste entre les rapports de classe essentiels, fondés sur les forces productives matérielles et les relations économiques phénoménales. Nous n'entrerons pas du tout dans des débats de type technique et empirique ou encore de type idéologique et mystificateur sur les rapports du plan et du marché, la centralisation et décentralisation du plan, etc. Nous avançons simplement quelques hypothèses de travail préliminaires, le plus souvent d'ailleurs sous forme de questions, essentiellement à partir des enseignements de la théorie de la suraccumulation appliquée à la crise du C.M.E. Ces hypothèses concernent tout particulièrement les formes économiques que sont la forme **prix** et la forme **taux de profit**, dans la phase de transition révolutionnaire au collectivisme spécifique de la démocratie avancée dans notre pays. Toutes sommaires qu'elles soient encore, elles partent du contenu social historique de ces formes économiques renvoyant au travail

et aux besoins sociaux et, plus précisément, aux problèmes du dépassement révolutionnaire des antagonismes de classe capitalistes, dans les conditions du début de la révolution technique et scientifique (1).

3° Hypothèses et questions sur certaines formes de la régulation économique de la démocratie avancée, comme phase de transition au socialisme très développé dans nos conditions historiques.

a) *Les survivances capitalistes dans les critères synthétiques de gestion du socialisme. Les critères synthétiques utilisables dans la démocratie avancée.*

Nous avons esquissé dans la première partie de l'étude (2), l'analyse de la façon selon laquelle le but de l'accumulation du profit en capital et de sa mise en valeur par le profit, ainsi que les formes correspondantes que sont le taux de profit plus ou moins général et le prix de production des marchandises, se fondent sur le niveau historique des forces productives matérielles, auquel correspond l'opposition capitaliste entre capital constant et capital variable. Nous avons indiqué comment, en raison du progrès du caractère collectif des forces productives, se développent, avec la suraccumulation du capital, les antagonismes sociaux entre capital variable et capital constant, entre les rapports de production capitalistes eux-mêmes et le progrès de la productivité du travail. Cependant, de la suppression révolutionnaire de l'antagonisme social de la contradiction entre capital constant et capital variable par le socialisme — auquel ouvrirait la voie la démocratie économique et politique dans nos conditions — on ne passe pas **immédiatement** à la suppression de l'importance quantitative et donc du rôle qualitatif de la contradiction elle-même entre travail abstrait, représenté par des produits marchands, cristallisé dans les moyens de production issus de la révolution industrielle, et travail productif vivant renvoyant aussi aux produits marchands consommés par les travailleurs (3).

C'est encore plus vrai dans les sociétés socialistes concrètement instaurées dans des économies arriérées, devant se consacrer au rattrapage des pays capitalistes développés par une industrialisation accélérée. Mais cela n'en a pas fait pour autant des sociétés capitalistes. La propriété collective des moyens de production principaux et l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière permettent non seulement le caractère collectif du « profit » et du « capital », du surproduit marchand et des moyens de production marchands, qui ne sont plus ainsi vraiment du profit et du capital, mais encore le **but** fondamental autre que l'accumulation et le profit réduits au rang de **moyen** subordonné et transformé. D'où la supériorité spécifique du système, malgré

1. Au lieu de s'enfermer de façon dogmatique et finalement idéaliste, dans des réflexions sur des « lois » : loi de la valeur, etc.

2. Cf l'article publié en mai 1971. E.P. n° 202.

3. Il s'agit de la contradiction entre l'importance et le caractère abstrait du travail cristallisé dans les moyens de production et le travail vivant (renvoyant lui aussi essentiellement au travail abstrait nécessaire à la consommation de la force de travail), contradiction liée au niveau historique des forces productives et non de la contradiction qui se rencontre dans tous les modes de production entre moyens de production matériels et travailleurs.

les conditions de départ arriérées, avec l'absence des crises de surproduction capitalistes, la croissance industrielle accélérée, et le rattrapage du niveau matériel des pays capitalistes développés, le renforcement rapide de la puissance militaire et surtout la démocratisation systématique de l'éducation avec le progrès formidable sur le plan culturel (1), etc. Cependant, la supériorité spécifique du système collectiviste peut s'affirmer bien davantage de façon véritablement décisive à partir du socialisme développé et dans les conditions nouvelles de la révolution technique scientifique, conditions rendant nécessaire et possible le passage au stade classique du collectivisme, le stade communiste, en tendant à faire du développement des capacités des hommes le moyen décisif du progrès, en conformité avec le but même du système (2).

Que devient tout cela dans la perspective de la démocratie avancée ?

Tout d'abord, une telle démocratie se caractérise par l'existence d'un important secteur capitaliste privé où le but reste toujours l'accumulation et le profit capitalistes. En conséquence, malgré le rôle dominant du secteur public et nationalisé, la contradiction entre le travail cristallisé dans les moyens de production marchands sous forme de travail abstrait et le travail abstrait correspondant au produit marchand indicateur du travail productif vivant (salaire), est d'autant plus importante sur le plan des formes économiques elles-mêmes.

Mais aussi, la démocratie avancée, phase de transition révolutionnaire au collectivisme, est l'issue de la crise du C.M.E. Or la crise du C.M.E. se caractérise essentiellement par l'antagonisme entre les nécessités objectives des débuts de la révolution technique scientifique — qu'expriment tout particulièrement les besoins et les aspirations des travailleurs manuels et intellectuels dont les conditions se rapprochent — et la subordination de tous les moyens publics et de toute la vie sociale par l'intermédiaire de l'Etat monopoliste à l'accumulation des grands capitaux et à leurs profits.

Dès la démocratie avancée économique et politique ouvrant la voie au socialisme, le but de la production sociale dans son ensemble, de l'économie nationale prise comme un tout, ne serait pas le profit et l'accumulation du capital. On aurait déjà un développement de l'économie s'effectuant principalement dans l'intérêt des masses travailleuses. Mais aussi le fondement technologique de la contradiction entre capital constant et capital variable serait lui-même historiquement en voie d'être dépassé de sorte que, avec le passage révolutionnaire au collectivisme, le moyen dominant du progrès de la production matérielle puisse commencer à devenir le développement des capacités et des conditions de vie des travailleurs eux-mêmes.

1. Avec un système d'éducation original étudié fébrilement par les Etats-Unis après le choc provoqué par le lancement du Spoutnik.

2. Ce n'est pas par hasard que le 9^e Plan soviétique dont les directives ont été proposées en mars 1971 au 24^e Congrès du P.C.U.S., envisage un taux de croissance plus élevé pour la section des moyens de production, pour la première fois dans l'histoire des quinquennats soviétiques mais conformément à une orientation déjà dessinée à la fin du précédent quinquennat.

Toutefois, dans les pays socialistes développés eux-mêmes, commençant à édifier les bases du communisme, le perfectionnement des formes de planification et de gestion socialistes révèle l'importance de critères synthétiques de productivité et d'efficacité — meilleur résultat au moindre coût — analogues à celui du taux de profit. Alors que l'accumulation massive comme moyen d'élévation de la productivité du travail devient beaucoup moins impérieuse et cède le pas bien davantage au développement des hommes, précisément l'importance d'un critère synthétique d'une accumulation matérielle avantageuse loin de disparaître peut se renforcer. On peut interpréter cela, aussi bien de façon droitière que gauchiste — en différant alors seulement sur le jugement porté sur la même interprétation —, comme un développement du caractère marchand de l'économie socialiste, la rapprochant même du capitalisme. Nous considérons, au contraire, qu'il s'agit objectivement et fondamentalement — en mettant de côté les tâtonnements ainsi que les erreurs de politique économique droitières ou dogmatiques — de l'approche du véritable dépassement de l'économie marchande capitaliste, à l'opposé des négations simples antérieures.

C'est incontestablement un tel dépassement objectif que nécessite la solution véritable de la crise du C.M.E. C'est dans la direction de ce dépassement que doit commencer à aller la régulation de la démocratie avancée. Elle le peut, à condition de se fonder théoriquement et pratiquement sur la critique de la crise du C.M.E. dans la situation historique de notre pays. Dans ce cas, on peut faire l'hypothèse que — tandis que les buts de l'accumulation et du profit ne pourraient plus dominer — des critères présentant une certaine analogie avec le rôle régulateur du taux de profit pourront être utilisés, à l'échelle de l'économie nationale tout entière, comme critères synthétiques du progrès de la productivité du travail et de l'efficacité de la gestion. Ces critères seraient de mieux en mieux maîtrisés par la planification démocratique, bien que dans le secteur capitaliste privé de l'économie, ces critères se rattachent au taux de profit capitaliste lui-même comme expression du but de l'accumulation et du profit privés. Précisément, le passage révolutionnaire au socialisme permettrait de dépasser la contradiction entre les buts et critères propres du secteur capitaliste et les buts et critères nationaux démocratiques, et donc de supprimer les antagonismes gênant la maîtrise démocratique de l'économie à l'échelle nationale. Au-delà de la révolution socialiste, à longue échéance, l'existence même de tels critères de rendement marchand des fonds avancés (1) serait mise en cause avec le passage au stade communiste.

Cette dernière perspective fondée sur le développement de la révolution scientifique orienterait d'ailleurs, dès le départ,

1. Rapport entre le bénéfice marchand et les fonds avancés, analogue au rapport du taux de profit. Mais, contrairement au taux de profit capitaliste, ce rapport du taux de rendement des fonds ne serait pas l'expression du but de l'accumulation du capital et de sa mise en valeur, fondé sur l'exploitation capitaliste. Au contraire, avec la nationalisation des principaux monopoles capitalistes, le but de l'accumulation du capital pourrait déjà être supprimé, du moins comme but dominant à l'échelle nationale. D'où la possibilité de l'utilisation du taux de rendement des fonds comme critère de gestion dans le cadre de la planification démocratique nationale et de la gestion démocratique des entreprises nationalisées.

l'utilisation dynamique du critère et nous garderait de son absolutisation droitière comme de sa négation utopique gauchiste. Dans cette hypothèse, le fonctionnement global de l'économie de la démocratie avancée verrait des formes analogues à celles du taux de profit et des formes qui s'y rattachent, comme le prix de production ou encore le taux d'intérêt, continuer à jouer un rôle de première importance. Ce rôle concernerait l'incitation au progrès de la productivité et de l'efficacité, la mesure de ces progrès et la cohérence d'ensemble, c'est-à-dire la régulation de l'économie. Mais avec le passage démocratique — pleinement assuré par l'avènement du socialisme — à la régulation consciente, plusieurs changements fondamentaux pourraient, par hypothèse, être introduits et cela dès les conditions de la démocratie avancée.

b) Le critère du taux de rendement des fonds dans la démocratie nouvelle économique et politique.

Tout d'abord, le but économique déterminant à l'échelle sociale n'étant plus l'accumulation et la mise en valeur du capital exprimée par le taux de profit capitaliste, il serait graduellement possible que ne s'opposent plus de façon antagonique **l'accumulation** du capital et **le taux de profit** comme cela se manifeste avec la suraccumulation capitaliste, tout particulièrement la suraccumulation relativement durable caractérisant la crise du C.M.E. (1).

Sur la base de la restructuration de l'économie permise par la nationalisation des monopoles des secteurs-clefs et de tout le système bancaire et financier, on pourrait organiser consciemment, de façon démocratiquement planifiée, la nécessaire diminution de valeur du capital constant (travail contenu dans les moyens de production) en liaison avec les nouvelles conditions du progrès de la productivité du travail. Ainsi, on n'assisterait plus à l'inflation accélérée, à la surproduction, à la thésaurisation d'or, à la spéculation, au chômage durable plus ou moins massif, aux déclassements des salariés, et à la ruine des petits producteurs, qui tendent à caractériser de plus en plus la crise du C.M.E. On pourrait, au contraire, organiser : d'une part, les transferts de travail cristallisé et de travail vivant vers les techniques les plus avancées, en favorisant leur progression ; d'autre part, l'augmentation des dépenses pour la qualification du travail (formation des jeunes et recyclage des adultes), de l'emploi du travail non productif dans les entreprises de la production matérielle et hors d'elles (comme le travail de recherche et d'éducation), des équipements collectifs pour les besoins des travailleurs, du temps d'éducation et du temps libre.

Le but dominant n'étant plus l'accumulation on peut imaginer que le critère d'un taux de rendement marchand puisse servir

1. En effet, avec la suraccumulation relativement durable, la lutte pour le relèvement du taux de profit conduit aux pertes de capital, aux baisses de valeur du capital constant et au chômage durable corrélatif.

aussi bien au niveau des stimulants des travailleurs individuels et des collectifs de production qu'au niveau des conditions d'attribution du financement sur le plan de la branche et sur le plan national. Le lien entre le relèvement du taux de rendement des fonds et la baisse de valeur des moyens de production pourrait en effet être planifié en liaison avec la planification des activités sociales et s'effectuer sans les maux de la dévalorisation capitaliste massive du capital constant.

A partir de là, toutefois, un certain nombre de questions peuvent se poser.

Tout d'abord, le but déterminant à l'échelle nationale, ne serait pas plus le profit en soi, ni privé, ni même collectif, que l'accumulation. Or, en contradiction avec ce principe, le critère synthétique marchand du taux de rentabilité ne risquerait-il pas d'entraîner la recherche de l'élévation du rapport profit-salaire par une limitation du salaire ou un accroissement du travail vivant fourni pour le même salaire, ou encore en ne faisant pas bénéficier les salariés du progrès de la productivité, au lieu d'utiliser le progrès technique et la réduction du travail contenu par unité de produit (travail vivant direct et travail cristallisé des moyens de production) pour améliorer la situation des travailleurs productifs salariés et de tous les salariés ? Afin de voir comment un tel risque peut être écarté, il convient de considérer de plus près le rôle et les conditions de fonctionnement de ce qui n'est plus qu'un critère d'efficacité relatif.

Ce critère du taux de rendement des fonds serait, au contraire, utilisé pour déterminer en particulier, la possibilité de hausses de salaire supérieures aux normes minima nationales. D'une part dans le cadre de la gestion démocratique des entreprises nationalisées, les salariés fixeraient eux-mêmes à partir des résultats de l'entreprise et des normes nationales, absolues et en pourcentage, les normes de salaires appliquées. Les normes nationales elles-mêmes, s'imposant à toutes les entreprises nationalisées ou non ainsi qu'au secteur non productif, ainsi que leur condition d'application progressive, auraient été démocratiquement fixées, à partir des résultats économiques globaux, sur le plan national, avec la participation décisive des syndicats. D'autre part, cette détermination démocratique des salaires au niveau de la nation et des secteurs, ainsi que de plus en plus au niveau des entreprises elles-mêmes, serait pleinement favorisée par les conditions technologiques nouvelles, incitant au progrès de la production par la réduction de la valeur des moyens de production par unité de produit et par l'organisation planifiée de cette réduction.

L'élaboration de normes nationales différenciées du critère du taux de rendement des fonds et les résultats des entreprises per-

mettraient aussi que ce critère soit utilisé pour améliorer les conditions de travail, depuis le plan de l'entreprise jusqu'au plan national, comme aussi d'ailleurs pour fixer l'attribution des fonds et le développement relatif des entreprises et des secteurs, les prélèvements publics, et le développement des activités improductives.

Une autre question peut concerner la diminution éventuelle de l'emploi dans une entreprise ou dans une branche de production matérielle, que cette diminution soit une condition de meilleurs résultats ou qu'elle sanctionne des résultats insuffisants par rapport aux normes sociales. Ici aussi, il serait possible d'organiser démocratiquement et rationnellement ces mouvements, grâce aux prévisions planifiées des changements et aussi grâce aux ajustements constants normalisés, en cours d'exécution des plans. On pourrait, en particulier, utiliser des fonds spéciaux garantissant les rémunérations, notamment contre les déclassements (tout en exerçant une pression générale en faveur d'une modernisation par élévation des qualifications), et organisant éventuellement les formations nouvelles nécessaires, dans le cadre de la formation générale ininterrompue, à temps partiel ou à temps complet (1).

c) Régulation de la démocratie représentant l'issue immédiate de la crise du C.M.E. et débuts d'une comptabilité sociale profondément nouvelle.

La planification démocratique utilisant ainsi le critère synthétique de gestion d'un taux de rendement des fonds analogue au taux de profit spontané nécessite des principes de calcul économique adéquats. Il s'agit, notamment de pouvoir évaluer à partir des calculs concernant la productivité anticipée du travail et des prévisions concernant les besoins, les grandeurs normatives correspondant au taux de rentabilité moyen national ou par secteur. Il s'agit aussi de pouvoir assurer le passage rigoureux des évaluations économiques des productions aux évaluations concernant les emplois et les diverses activités des travailleurs.

Ici se pose la question de l'établissement éventuel d'une double comptabilité nationale économique de la production matérielle et de sa consommation : l'une en termes de prix (considérant notamment le passage des valeurs — temps de travail moyen contenu — aux valeurs d'échange monétaires) et l'autre en termes de temps de travail moyen (considérant notamment le passage du temps de travail moyen total aux divers temps qualifiés). On pourrait, par hypothèse, rendre approximativement convertibles, par périodes, les deux modes de comptabilité.

Le début de maîtrise démocratique de l'économie, dans les conditions d'une **démocratie** constituant vraiment l'issue de la

1. En passant dans les secteurs d'activité en développement, les travailleurs qui n'auraient pu bénéficier, indépendamment de leurs efforts personnels, des avantages de croissance d'efficacité dans leur secteur antérieur, seraient placés au contraire dans les meilleures conditions objectives.

crise du C.M.E. dans notre pays, ou plus exactement son issue immédiate véritable ouvrant la voie à sa solution complète ultérieure, nécessite un approfondissement théorique qualitativement nouveau des problèmes de la régulation objective dans le capitalisme : d'où la portée de la théorie de la suraccumulation - dévalorisation du capital. En effet, un tel début de maîtrise ne peut s'appuyer sur une planification de type « **administratif** », où dominant les critères de type physique, en raison de tous les gaspillages et les incohérences (considérablement multipliés par l'absence nécessaire de modèle technique à « rattraper ») résultant de la contradiction de ce type de planification avec une régulation économique de fait, inéluctable. Elle ne peut pas davantage sous prétexte de régulation « **économique** », s'appuyer sur un rôle dominant en fait du marché intérieur et extérieur, entraînant des difficultés analogues à celles manifestées par la crise du C.M.E., inflation, chômage, etc., en raison des antagonismes sociaux de la régulation marchande capitaliste et de leurs formes nouvelles sous l'effet d'une intervention « technocratique » impuissante à les dépasser.

Au-delà des risques graves d'un compromis éclectique et empiriste — risques dont la portée résulte des conditions politiques de la démocratie avancée — il convient de se fonder sur l'expérience de notre pays et sur l'expérience historique universelle pour développer la théorie marxiste à partir de l'analyse de la régulation spontanée capitaliste.

Ainsi les « prix » planifiés ne devraient pas être des « pseudo-prix », servant de courroie de transmission et d'expression sociale des relations officialisées, dans l'inconscience de certains problèmes objectifs sous-jacents aux relations économiques formalisées de la sorte, et déclenchant des relations compensatoires plus ou moins désordonnées. Mais ils ne devraient pas être, non plus, des prix résultant de simples études de marché, tandis que le rôle déterminant des relations proprement marchandes antagonistes, anarchiques, serait masqué par le caractère officiel et les formes de leur contractualisation (1).

En réalité, ce qu'une régulation économique consciente devrait s'efforcer d'atteindre, c'est le contenu économique effectif, la réalité dialectique objective des relations économiques, afin de s'efforcer de les maîtriser par des formes normatives de transition opérant graduellement un véritable dépassement des formes marchandes proprement dites, et non, par exemple, par des concessions plus ou moins importantes au marché spontané, corrigées ensuite de façon plus ou moins brutale et empiriste.

D'une part, il convient de ne pas oublier le caractère dialectique de la fonction fondamentale assumée par la forme historique du prix, expression de la valeur d'échange et non directement

1. La contractualisation du contrôle des prix dans le C.M.E., toute relative qu'elle soit, est révélatrice de l'approfondissement des antagonismes du marché capitaliste. Mais elle est aussi significative de l'amorce de formes utilisables dans la démocratie avancée avec un autre contenu social et sous certaines conditions.

de la valeur des produits marchands. Dans le mouvement des prix spontanés sur le marché, intervient non seulement la base de l'évolution de la productivité du travail, mais intimement liée à cette évolution, celle des besoins sociaux ainsi que les substitutions sociales entre valeurs d'usage, déterminant aussi la distribution du travail productif social. C'est pourquoi, le rôle des changements incessants des besoins et de la demande sociale des individus, des entreprises, des institutions non productives, doit être considérée de façon essentielle, en liaison avec celui du progrès technologique de la productivité du travail.

D'autre part, la comptabilisation des coûts en travail moyen ne doit pas empêcher les distorsions volontaires des prix par rapport aux valeurs, mais au contraire permettre leur caractère normalement compensé.

Il ne s'agit pas seulement de prendre de cette façon en compte l'évolution sociale étudiée et prévue des besoins et de leur hiérarchie, que révèle à sa façon l'écart « spontané » des valeurs d'échange par rapport aux valeurs des marchandises sur le marché. Il s'agit aussi et même de plus en plus, en liaison avec le caractère collectif croissant des forces productives matérielles et humaines, de prendre en compte les interdépendances au niveau global et dans le long terme, non comptabilisables au niveau d'un ou de quelques produits matériels, des coûts et des effets des dépenses ou des manques à gagner corrélatifs. D'où la nécessité d'une stratégie de développement fondée sur le calcul et la prévision du développement de structures qualitatives d'ensemble nouvelles. Au-delà des problèmes qui viennent à jour dans le C.M.E. lui-même au niveau national ou même universel : de la nécessité de dévaloriser le capital des grandes installations fixes collectives (de transport, d'énergie) ou des frais sociaux (éducation, recherche), ou encore des problèmes de l'inégalité des termes de l'échange avec les pays dits sous-développés (1), c'est toute la question du caractère collectif croissant des installations productives et de la masse croissante des activités non productives échappant à la régulation marchande fondée, en dernière analyse, sur le travail moyen, abstrait, qui est en cause (2).

Ces considérations devraient intervenir au niveau de l'élaboration des prévisions et de la détermination des normes, comme aussi au niveau de l'utilisation concrète des critères de gestion. Ainsi, c'est sur ces bases que pourrait être déterminée à partir de l'évaluation d'un taux de rentabilité moyen national, la signification normative des écarts des taux de la réalité concrète. De cette façon, les taux pourraient servir de critère synthétique conscient d'efficacité de la gestion, utilisés démocratiquement conformément aux possibilités ouvertes par la nationalisation

1. Et au-delà de la stratégie de l'industrialisation accélérée de rattrapage des pays arriérés qui ont connu la révolution socialiste.

2. Nous ne considérons pas ici le rôle des formes économiques considérées au niveau des relations internationales et le problème des compensations éventuellement nécessaires.

antimonopoliste et à plus forte raison la collectivisation socialiste dans les conditions de la révolution technique nouvelle, commençant à peine de nos jours.

De même, les progrès ainsi mesurés de la productivité et de l'efficacité à l'échelle nationale, à celle de l'entreprise, définiraient la possibilité de choix démocratiques à tous les échelons concernant l'augmentation des revenus individuels, des fonds d'accumulation, des fonds de consommation collective et des activités non productives nécessaires mais aussi la diminution du temps de travail, l'accroissement des activités libres (1).

Il convient d'insister sur la nature particulière des activités non productives, c'est-à-dire situées hors de la production matérielle, et des calculs les concernant, qu'il s'agisse des évaluations nationales ou de celles pouvant fonder la gestion démocratique des divers collectifs de travail correspondants.

Déjà dans les conditions actuelles de la crise du C.M.E., tandis que le poids de ces activités et des infrastructures matérielles correspondantes tend à s'accroître et à se lier de plus en plus intimement aux nécessités de la production matérielle elle-même, la nécessité grandit de mesures « rationnelles » et de choix « collectifs », en dehors des indications du marché, qui sont néanmoins le fait des monopoles et de leur pouvoir d'Etat. D'où tous les efforts de mise au point de méthodes et de techniques permettant l'information adéquate et les choix « rationnels » (2).

La domination des monopoles capitalistes dans le cadre du C.M.E. et de sa crise entraîne le freinage général de la croissance massive inéluctable de ces activités, comme celles d'éducation, de recherche, etc., et leur dévoiement (dépenses militaires, etc.) en contradiction avec les tendances profondes du progrès des forces productives. D'où, à la fois, la nécessité de calculs et de choix fondés sur les techniques de l'informatique et le point de vue de la sélectivité de classe et du rationnement fondés sur les objectifs de l'accumulation et de la profitabilité du capital monopoliste et de la stratégie impérialiste. Ce point de vue entre en contradiction antagonique avec les exigences démocratiques (fondées sur les intérêts collectifs des travailleurs dans une perspective à long terme) de la rationalité de ces calculs et de ces choix.

Au contraire, la démocratie avancée puis le socialisme fourniront les conditions nécessaires au commencement puis à l'épanouissement de la maîtrise économique du développement de ces activités, intégrées dans l'ensemble du développement social sur la base de la production matérielle, dans la mesure où elles permettront une régulation consciente collective. Cette régulation fondée sur la participation la plus large des masses à tous les

1. La stimulation des individus et des collectifs de travail sur la base des résultats pourrait aller de pair avec un relèvement du niveau général des conquêtes sociales, par une répartition démocratiquement décidée des effets des progrès.

2. Voir notamment, les efforts du P.P.B.S. américaine (Planning Programming and Budgeting System) inauguré dans le département de la Défense des Etats-Unis, étendu à partir de 1966-1967 à toute l'administration des Etats-Unis et au secteur public, utilisé aussi dans le secteur privé. Voir également, son correspondant français, la R.C.B. (Rationalisation des Choix Budgétaires) systématiquement introduite à partir de 1968 en France. La R.C.B. tend à se développer en justifiant de façon technocratique le contenu réactionnaire de la nouvelle étape de la politique du pouvoir d'Etat monopoliste et des monopoles, en contradiction avec les exigences démocratiques des masses et aussi des techniques de choix elles-mêmes (*).

(*) Sur la R.C.B. le lecteur peut consulter l'article de S. Boissy et H. Teruel paru dans le numéro de juin 1970 d'*Economie et Politique* (N.D.L.R.).

échelons de la vie sociale, pourra pleinement utiliser les possibilités combinées de l'informatique et des communications modernes de masses.

Il s'agit de s'émanciper sur le plan des mesures également de la dictature de la « rationalité économique marchande ». Cette émancipation est déjà recherchée par la mesure en temps de travail des produits matériels, contribuant à démystifier à partir des temps d'activité productive des hommes la médiation fétichiste des marchandises, de leur valeur d'échange et de la monnaie.

Au-delà de la comptabilité de la production matérielle en temps de travail moyen, déjà évoquée — et dont il existe d'ailleurs certains modèles dans les pays socialistes —, il conviendrait d'établir dès le début de la démocratie avancée, une comptabilité en **temps social total** concernant le temps de tous les individus de la société et sa répartition : temps de travail productif ou hors de la production matérielle, temps d'éducation des jeunes, de formation ininterrompue des adultes et de recyclage, temps de vie hors travail pour les divers besoins, temps de retraite et d'activités de troisième âge, temps libre ou temps de loisirs aux activités diverses, etc. D'ailleurs, au-delà des nécessités de travail moyen abstrait, cristallisé en produits matériels consommés personnellement ou au cours des activités non productives, l'expansion des travaux et des activités de type non productif nécessite du temps social. Cependant, une telle comptabilité en temps social total ne permettrait les débuts puis l'épanouissement d'une planification démocratique que sur la base des transformations de structure antimonopoliste de la démocratie avancée puis du socialisme.

Certes, dans les conditions de la crise du C.M.E., sous la pression des débuts de la révolution technique scientifique, le besoin grandit de prévisions nationales concernant les emplois de diverses qualifications, les formations correspondantes, les activités de toute nature, avec l'importance nouvelle du problème de la formation des hommes et du développement de leurs capacités en liaison avec les luttes et les revendications démocratiques concernant la garantie de l'emploi, la formation et le recyclage, les loisirs, les retraites, l'organisation de la vie en dehors de la production matérielle, etc. Mais les difficultés de la crise du C.M.E. et leur caractère persistant tendent à révéler la nature illusoire des prétentions technocratiques réactionnaires ou des prévisions droitières concernant l'effet du progrès technologique, sans considérer ou en minimisant gravement la barrière des rapports de production capitalistes. Inversement et de façon complémentaire gauchiste, négligeant la relation cruciale des divers rapports sociaux économiques avec les rapports de production et le progrès des forces productives, ou encore d'une autre façon

réactionnaire, on peut insister sur la nécessité d'une civilisation « anti-productiviste », renvoyant dos à dos le capitalisme dit société de consommation et le socialisme existant dit « marxiste ».

En vérité, il ne s'agit pas seulement du choix d'un style de vie révolutionnairement différent. Certes, la productivité du travail matériel actuelle permet et réclame de plus en plus le développement des activités de manifestation de soi non productives des hommes, en raison du niveau quantitatif atteint comme des déséquilibres humains qu'il engendre. Mais aussi et de façon décisivement déterminante, le développement des capacités des hommes et même déjà de leur temps libre, tendent à devenir la condition fondamentale du progrès de la productivité matérielle elle-même, exigeant l'abolition révolutionnaire des rapports de production capitalistes et aussi le dépassement de toutes les survivances capitalistes.

C'est sur la base de la nécessité de la production matérielle que peut s'élever le royaume de la liberté du développement des hommes comme fin en soi. Alors, la régulation économique de type communiste pourra faire de la croissance du temps libre la condition de la croissance du temps libre (1), un peu comme dans le capitalisme l'accumulation du profit en capital est la condition du profit pour l'accumulation (2).

Mais déjà, par hypothèse, ces questions pourraient commencer à se poser d'une certaine manière dans la pratique de la démocratie avancée.

Il s'agirait, tout d'abord, en liaison avec les nécessités et les possibilités de la planification en temps social total, concernant notamment les temps d'activité hors du travail productif nécessaire, de l'introduction éventuelle du rapport **temps total social/temps nécessaire productif** — au-delà du rapport temps de surtravail/temps nécessaire productif, correspondant au taux de la plus-value — ainsi que du rapport **temps social productif et non productif nécessaire** (à la production matérielle, etc.)/**temps disponible** — au-delà du rapport temps de travail cristallisé et temps de travail nécessaire/surtravail, correspondant au taux de profit. On pourrait aussi déjà évaluer — toujours sur la base d'attributions qualitatives diverses du temps total et en fonction de la structure qualitative des besoins — la contribution du temps disponible à la croissance du temps disponible, grâce aux effets de ce temps sur le progrès des capacités et de l'éducation, ainsi que sur le progrès de la récupération des forces et de l'amélioration du style de consommation et d'activité.

Ainsi, au-delà des calculs de productivité du travail de la production matérielle en temps moyen abstrait total (y compris le travail cristallisé dans les moyens de production et même les frais du travail abstrait consommés pour les travaux non pro-

1. L'effet du temps libre sur le progrès des capacités humaines dans les divers secteurs de la productivité matérielle tout particulièrement, et aussi sur le progrès des capacités de consommation ou de la qualité de vie à partir d'une même production matérielle, s'effectuerait en liaison avec un développement des êtres humains qui ne serait plus opposé de façon antagonique au développement de leur avoir en produits matériels, pour s'exprimer en ces termes philosophiques.

2. On peut d'ailleurs imaginer que contrairement à une vision égalitaire, plus ou moins petite-bourgeoise, le principe « de chacun selon ses capacités » puisse correspondre en économie communiste à une répartition du temps libre social variable selon les individus, même si la répartition des produits matériels s'effectue alors « selon les besoins », et non « selon le travail » comme en économie socialiste.

ductifs nécessaires) dégageant le temps de travail abstrait disponible (correspondant à la plus-value moins les frais nécessaires de la production), il pourrait y avoir un calcul de rendement du temps social pour la satisfaction des besoins sociaux, dégagant le temps social disponible.

Déjà, en effet, à côté du coût en produits sociaux, le coût en temps social d'activité, autre que celui représenté par les produits matériels, se développe. En même temps, se poserait la question d'un tout autre type de régulation, sur la base de la tendance à la diminution sociale du travail cristallisé dans les moyens de production et l'augmentation des activités non productives.

Cet autre type de régulation dont les éléments précurseurs pourraient commencer à intervenir dès le développement de la démocratie avancée — en liaison avec une régulation dominante fondamentalement différente — prendrait beaucoup plus d'importance avec le passage au socialisme (développé) pour devenir le type de régulation caractérisant le stade communiste. Avec le communisme, on assisterait à la disparition complète de l'économie marchande et des rapports de valeur, non pas pour un simple retour en arrière vers l'économie naturelle mais pour un dépassement de la régulation par le temps social maîtrisé consciemment.

Les hypothèses avancées sujettes à révision et les questions de cette troisième partie de notre étude, sont une expression de la réalité dans la mesure où celle-ci exige la démocratie économique et politique, phase de transition révolutionnaire au socialisme. Il ne s'agit pas de questions irréelles et ce seraient au contraire des schémas spéculatifs qui pourraient les ignorer. Elles ne concernent pas seulement des discussions de spécialistes, malgré leur caractère encore très abstrait. L'élaboration scientifique va ici en effet de pair avec l'élaboration démocratique des besoins et des perspectives, avec la contribution décisive des masses et de leurs organisations. En outre, la diffusion de ces questions est un moyen supplémentaire très important de mobilisation des travailleurs par les perspectives grandioses du développement de l'homme par l'homme, y compris par la perspective du stade communiste avec le rôle central du temps libre, à l'opposé du système condamné de l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle peut se situer immédiatement dans le cadre de la bataille idéologique concernant principalement la « nouvelle société » des tenants du C.M.E. en crise, mais aussi les diverses perspectives socialistes des adversaires du C.M.E.

On comprend mieux maintenant, pourquoi nous avons insisté, au début de cette étude, sur le lien profond de la théorie de la

suraccumulation-dévalorisation du capital avec les problèmes posés par la crise du C.M.E. et l'instauration de la démocratie avancée, ainsi qu'avec les problèmes de l'évolution et du fonctionnement économiques à l'intérieur de cette phase de transition au socialisme.

Bien sûr, plus les problèmes sociaux pratiques, posés dès à présent, se projettent loin dans l'avenir et plus le développement théorique permettant de les résoudre reste encore à élaborer. Toutefois, la théorie marxiste permet de prévoir hardiment mais de la façon la plus réaliste, grâce à son caractère dialectique matérialiste, les grandes lignes du développement économique, afin de guider l'action visant à construire dès à présent l'avenir d'émancipation sociale consciente.

Ce lien intime entre les luttes révolutionnaires constructrices de l'avenir collectiviste de l'humanité et la découverte des lois objectives du développement social à partir de l'analyse du capitalisme caractérise tout l'effort du socialisme scientifique fondé par Marx, visant à diriger le plus consciemment possible la lutte de classe du prolétariat et de ses alliés.

Le socialisme scientifique toujours en cours de développement s'oppose ainsi au technocratisme droitier et à sa soumission aveugle à l'objectivité capitaliste, aux formes capitalistes mystificatrices. Il s'oppose aussi à l'utopisme gauchiste et à sa vaine négation subjective de la réalité capitaliste. Il s'oppose enfin à la fausse prudence de l'empirisme qui conduit à l'éclectisme et au dogmatisme stériles nécessitant de graves corrections coup par coup et ne pouvant barrer la voie aux errements gauchistes ou droitiers. Ce développement de la théorie marxiste, pour scientifique qu'il soit, n'est pas pour autant simple affaire de spécialistes. Il s'effectue en liaison étroite avec le mouvement des masses et l'effort de réflexion collective de leurs organisations de classe en prise directe sur la réalité sociale véritable. Cette liaison se révèle, plus que jamais, comme une condition essentielle du progrès théorique lui-même.

Plus précisément la théorie économique marxiste, telle qu'elle est développée par les économistes communistes français, à partir de l'analyse du capitalisme contemporain et de la théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital, devrait, à mon avis, passer progressivement à une nouvelle étape, en liaison étroite avec le rapprochement pratique, politique, de la démocratie économique et politique ouvrant la voie au socialisme et l'essor des luttes de masses dans cette perspective. En 1961-1966, avait été développée théoriquement, en liaison avec les progrès réels de l'épistémologie du Capital, dépassant à l'avance les amplifications antagonistes ultérieures tendant à l'idéalisme subjectif ou à l'idéalisme objectif, la conception léniniste du

capitalisme monopoliste d'Etat, élaboration débouchant sur la Conférence internationale de Choisy-le-Roi.

De 1966 à 1971, période d'élaboration théorique marquée par les grandes luttes de mai-juin 1968 et aboutissant au Traité marxiste d'économie politique sur le C.M.E., on assiste à la généralisation de la théorie du C.M.E. et à sa liaison de plus en plus étroite avec le programme de démocratie économique et politique antimonopoliste proposé par le P.C.F., de cette démocratie nouvelle, « phase de transition révolutionnaire au socialisme » selon l'expression utilisée à Choisy. La théorie est développée en liaison avec les luttes de masses nouvelles et la réflexion collective du parti marxiste (notamment le XIX^e Congrès du P.C.F.), avec le début de l'analyse de la crise du C.M.E. Ainsi, a tendu à être graduellement réduit le retard de la théorie économique marxiste sur les luttes de classes et sur l'analyse politique du Parti communiste dans notre pays.

Une autre étape s'ouvrirait désormais, dans laquelle seraient menés de front l'approfondissement de l'analyse de la crise du C.M.E., en liaison avec l'évolution de la pratique sociale et les progrès scientifiques, et, conjointement, le développement théorique des travaux déjà effectués sur la démocratie avancée (et son programme de gouvernement et de lutte) comme seule issue véritable à la crise du C.M.E. dans notre pays. Ce développement — tout en commençant à sortir scientifiquement de la sphère strictement économique de la théorie sociale — ferait intervenir tout particulièrement le point de vue de la régulation économique d'ensemble dans cette phase de transition qu'est la démocratie avancée débouchant, de façon révolutionnaire, sur le socialisme développé antichambre du communisme universel.